

# Une attaque contre le chef du parti libéral

(suite de la première page)

**JOLIETTE (DNC)** — "Nous venons rendre compte de notre mandat. Nous sommes prêts à discuter tous les actes que nous avons posés, à prendre la responsabilité de toutes nos décisions. Nous ne venons pas nous excuser pour des choses qui auraient été mal faites, ou omises, mais demander avec joie à la province de voir les œuvres accomplies depuis 1944, et surtout depuis 4 ans, période du mandat qui se termine".

C'est par cette phrase à la fois optimiste et agressive que le premier ministre de la province, M. Antonio Barrette, chef de l'Union nationale, a ouvert hier de son comté de Joliette la campagne électorale provinciale.

Dès cette première assemblée, — qui réunissait plusieurs milliers de personnes à l'aréna, — M. Barrette s'est porté à l'attaque de son principal adversaire, le chef du parti libéral provincial, M. Jean Lesage.

"Croyez-vous, a-t-il dit, qu'il serait chef de ce parti s'il avait conservé son portefeuille dans le Cabinet fédéral? Non. La province de Québec est son deuxième choix!"

L'assemblée, à laquelle assistaient une dizaine de membres du Conseil exécutif de la province, des conseillers législatifs et la majorité des candidats de l'Union nationale, a été enthousiaste. M. Barrette a demandé aux électeurs d'examiner le dossier de son parti et celui de M. Lesage en matière d'autonomie provinciale. Il sera alors facile de comprendre, dit-il, que l'on ne saurait se laisser prendre par les déclarations autonomistes récentes de celui qui fut membre du gouvernement le plus centralisateur depuis la Confédération".

Le premier ministre prévoit une campagne électorale "perfide" de la part des adversaires libéraux. On nous lancera de la boue, de la bave, dit-il. Nous n'aurons pas subire nos adversaires sur le terrain de l'injure. Ce qui nous vengera, a-t-il déclaré, c'est l'appui et les suffrages des Québécois.

## Les orateurs

L'assemblée, la première d'une longue série de réunions auxquelles participera le premier ministre, était sous la présidence du maire de Joliette, M. Camille Roussin, et du préfet du comté de Joliette, M. Ferland. Me Georges Sylvestre agitait comme maître de cérémonie.

Se sont succédé à la tribune des orateurs: le député de Berthier, M. Azellus Lavallée; le député de l'Assomption, M. Victor Chartrand; l'ex-président de l'Assemblée législative et député de Montcalm, M. Maurice Tellier; le député de Québec-Est, M. Armand Maltais, ministre d'Etat, qui a présenté M. Barrette; le député de Montréal-Mercier, M. Gérard Thibault, ministre d'Etat, qui a remercié le premier ministre; et Me Antoine Rivard, ministre des transports et communications et procureur général, qui a terminé la réunion.

Une batterie de microphones avait été placée en face des divers orateurs. Un réseau de postes radiophoniques du Québec a retransmis les discours depuis 3h. 30 jusqu'à 5h. Tout le discours de M. Barrette, celui de M. Thibault et une partie de celui de M. Rivard ont pu pénétrer dans des milliers de foyers.

Hier c'était la fête des mères. On a présenté une gerbe de fleurs à Mme Antonio Barrette. Un jeune homme, Pierre Paquin, a présenté une courte allocution de circonstance. La petite Francine Sylvestre a présenté les fleurs à la femme du premier ministre.

## M. Barrette

Depuis 24 ans, dit M. Barrette aux électeurs du comté de Joliette, je vous ai toujours dit la vérité. J'ai l'intention de continuer à faire la même chose à la face de la province.

Le premier ministre a dit que son gouvernement venait avec fierté rendre compte de son administration. Notre programme reste le même: faire nôtre devoir envers la population, la protéger contre la centralisation.

Le parti libéral, dit M. Barrette, nous arrive avec un nouveau manifeste. Mais où donc est celui de 1952? ou donc sont les programmes préparés d'élections en élections et dont on n'entend plus jamais parler ensuite?

On me dit que cette année le parti libéral offre des suppléments de pensions à diverses catégories de la population? Ont-ils oublié que ce sont eux qui ont diminué les pensions de vieillesse en 1940? Ce sont ces gens là qui osent aujourd'hui faire des promesses?

Notre programme à nous il existait déjà cinq années avant que nous prenions le pouvoir, en 1931. Ce programme s'est transformé en lois nombreuses. Voilà pourquoi nous pouvons regarder la population en face et lui dire que nous allons continuer à faire nôtre devoir.

## L'agriculture

Le premier ministre a consacré la majeure partie de son premier grand discours électoral à l'agriculture.

Sous l'Union nationale, dit-il, l'agriculture est demeurée familiale. Nous l'avons aidée par le crédit agricole, les travaux de drainage, l'électrification rurale, les subventions aux coopératives, l'étude des besoins de la classe agricole. En somme, dit-il, nous avons compris les cultivateurs, nous les ayons aimés.

Le premier ministre a dit que le crédit agricole a prêté \$180 millions à 60,000 cultivateurs. Les libéraux, à leur retour au pouvoir.

(Suite à la page 6)

voir en 1939, dit-il, se sont empressés de porter de 4 pour cent à 5,71 pour cent le taux des intérêts et de l'amortissement. L'Union nationale y a mis bon ordre dès 1944.

\$35 millions ont été consacrés à l'électrification rurale, qui a valu l'électricité à 142,000 familles. En 1944, seulement 20 pour cent des fermes étaient électrifiées; aujourd'hui il y en a 97 pour cent.

Il y a eu \$82 millions de dépenses pour des travaux de drainage, au profit de 60,000 cultivateurs. Nous avons de plus créé un Office des marchés agricoles. Il y a actuellement 40 plans conjoints intéressant 31,000 cultivateurs, dont les produits ont une valeur globale de \$75 millions.

M. Barrette a parlé des nouvelles écoles d'agriculture, de l'Institut d'Oka, de l'école de médecine vétérinaire, et des lois votées au cours de la dernière session pour mettre de nouveaux crédits à la disposition des agriculteurs et pour leur accorder des subventions pour l'achat d'engrais chimiques.

"Grâce à nos lois, dit-il chaque cultivateur québécois peut profiter de crédits allant jusqu'à \$17,000 par ferme. Cela n'existe nulle part ailleurs au Canada ou dans le monde".

"Nous avons le droit, dit-il, de compter sur l'appui des cultivateurs".

## Ton de la campagne

On a commencé, dit le premier ministre, à ressusciter des pamphlets perdus d'il y a quatre ans. On répète de vieilles rengaines de 1932 et de 1936.

M. Barrette dit qu'il savait quels risques il assumait quand il a succédé à M. Sauvé et à M. Duplessis. Quand j'ai accepté la tâche que l'on m'a confiée, dit-il, j'ai immolé sur l'autel de la patrie tout ce qui me restait et ce que j'ai espéré que l'estime de mes collègues et l'amitié du peuple québécois.

J'ai déjà participé à 8 élections provinciales et, depuis 25 ans, à 25 élections de toutes sortes. Je savais à quoi m'attendre et de quelle façon on allait tenter de m'attaquer. J'ai pensé à d'autres serviteurs de la patrie québécoise et j'ai voulu avoir, comme eux, l'honneur d'être une cible, et plus qu'eux encore, car je suis moins encore, car je suis moins qu'eux. Nous allons aller de l'avant, nous allons essayer la boue et la bave qu'on nous lancera, mais pour cela il nous faut l'appui et les suffrages des Québécois.

## M. Lesage et l'autonomie

M. Barrette a dit que le parti libéral est dirigé par trois anciens députés fédéraux, MM. Lesage, Lapaline et Hamel. Ils ont, dit-il, l'audace de vouloir diriger la province de Québec. M. Lesage, pour sa part, a fait partie du gouvernement le plus centralisateur qui soit passé à Ottawa. Pensez-vous que s'il avait gardé son portefeuille de ministre il serait ici? Mais non, c'est son deuxième choix, la province de Québec. S'il avait pensé devenir un jour chef d'un parti québécois jamais il n'aurait osé faire les déclarations centralisatrices qu'on lui connaît.

Il a dit, par exemple, que nos lois d'éducation, votées par tous ses députés en Chambre, sont des accros à la constitution. En somme il n'est pas satisfait de la façon dont nous bouchons la brèche qu'il a lui-même pratiquée dans nos droits.

Qui M. Lesage est-il aller consulter? M. Lionel Chevrier, à Ottawa. Ce qui prouve qu'il est encore membre de la vieille clique centralisatrice.

M. Barrette a rappelé que son parti est indépendant de tous les partis fédéraux. J'ai participé à des luttes fédérales, dit-il, parce qu'il fallait dire certaines choses aux gouvernants d'Ottawa. Je le ferai encore, et comme premier ministre, s'il faut défendre les intérêts du Québec.

M. Barrette a dit qu'il n'a jamais été question d'entente avec Ottawa, mais de la décision prise par un gouvernement autonome pour régler un problème épineux. Nous avons ainsi, dit-il, en exprimant fièrement notre volonté, réussi à faire rentrer dans le Québec des taxes

pour \$10 millions par année et les \$25 millions qui dormaient dans des coffres à Ottawa.

Nous avons même, dit-il, fait admettre à Ottawa qu'il sortira complètement du domaine de l'éducation, remportant ainsi la victoire après des années de lutte.

M. Lesage, dit le premier ministre, a aidé au dynamitage du barrage de nos droits. Dès qu'elle regarde son passé et celui de l'Union nationale, toute personne de bonne foi ne peut s'empêcher de porter jugement. Nous l'attendons en toute confiance.